

**Conseil Départemental du Val-de-Marne
Séance plénière du 12 décembre 2016
Débat d'Orientations Budgétaires 2017**

**Intervention d'Olivier CAPITANIO
Président du groupe « Les Républicains – Val-de-Marne Autrement »**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,
Chèr(e)s Collègues,

Ce débat d'orientations budgétaires pour l'année 2017 est donc le deuxième de notre mandature.

Nous avons lu avec attention le rapport de 26 pages que l'exécutif nous a communiqué. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce rapport est à nouveau dicté par une volonté très claire de ne pas dévoiler à ce stade les décisions budgétaires difficiles, voire douloureuses, qui s'annoncent pour 2017.

Au fil des ans, la situation financière de notre Département s'est clairement dégradée. Et cela se ressent très clairement dans la manière dont est rédigé le rapport d'orientations budgétaires.

Pour l'année 2015, année des élections départementales, nous avons eu droit à un catalogue à la Prévert sur 17 pages de toutes les politiques menées par le département dont vous nous annoncez, Monsieur le Président, qu'elles seraient toutes reconduites, voire pour certaines accrues.

En 2016, c'était en février dernier, nous avons déjà senti un premier revirement. Votre rapport présentait des objectifs par politique départementale, mais dans la perspective de ce que vous appeliez alors la « *refondation de l'action publique du Département* ».

Nous avons alors déjà souligné que vos orientations budgétaires étaient floues et imprécises.

Les Val-de-Marnais ont appris ensuite à leurs dépens ce que vous entendiez par « refondation » : vous avez réduit et supprimé en 2016 des aides départementales aux communes, aux associations, aux collèges et en faveur de la jeunesse.

Le rapport qui nous est soumis aujourd'hui est encore plus obscur quant aux décisions budgétaires que vous allez prendre en 2017 et quant à l'avenir des politiques départementales et donc des agents de notre collectivité.

C'est évidemment une volonté délibérée de ne pas rendre public vos véritables intentions alors qu'il s'agit pourtant aujourd'hui, ici, d'en débattre.

Cette attitude n'est pas responsable alors même que l'extrême fragilité financière et budgétaire génère des inquiétudes plus que légitimes.

Les signaux d'alerte pour notre département sont nombreux. Le premier d'entre eux est bien sûr la faiblesse extrême de notre épargne, c'est-à-dire de notre capacité

d'autofinancement. Avec un taux de 4,6 % annoncé pour 2016, nous sommes très en deçà du seuil d'alerte qui est de 8%.

Petite parenthèse : en juin dernier, vous nous aviez indiqué que le montant de l'épargne en 2015 s'élevait à 116 M€. Nous avons contesté ce chiffre qui était à nos yeux surévalué grâce à un artifice comptable.

Le vrai chiffre de l'épargne était pour nous de 63 M€. Je constate que le rapport d'aujourd'hui confirme, en page 15, l'exactitude de notre remarque. Il est bien de 63 M€ et non de 116 M€.

Preuve supplémentaire que notre capacité d'autofinancement est devenue plus que problématique, vous faites vous-même désormais, je cite, de « *la défense et la reconquête de notre autofinancement* » l'une de vos trois « *décisions majeures* » pour la construction du budget 2017.

Cette préoccupation légitime est quelque peu tardive et redresser la barre en la matière va être très difficile dans le contexte actuel.

Ce qui va vous contraindre cette année encore à recourir massivement à l'emprunt, alors que notre endettement devient de moins en moins soutenable.

Or le niveau stratosphérique atteint par la dette départementale est en effet un deuxième indicateur de l'extrême fragilité de la situation de notre Département.

Le rapport nous indique que la dette inscrite au budget général au 31 décembre 2016 sera de **888 M€**.

A cela s'ajoute la dette inscrite au budget annexe d'assainissement qui sera de **80 M€**.

Conclusion : la dette départementale sera de 969 M€ fin 2016 et dépassera largement le 1 Md€ fin 2017.

Nous n'avons cessé depuis des années de dénoncer votre choix consistant à recourir massivement à l'emprunt au lieu de mettre en place une stratégie de réduction pluriannuelle des dépenses de fonctionnement.

Cela nous aurait permis de préserver notre autofinancement et de garder des marges de manœuvre pour agir en faveur des Val-de-Marnais.

Le choix que vous avez fait, celui de la fuite en avant, en laissant filer la dette, n'est pas responsable et comme nous le craignons, la dette départementale va franchir le cap du milliard d'euros.

Je rappelle qu'en 2007 la dette départementale était de 390 M€. Aujourd'hui, elle est à 969 M€. **Nous avons augmenté notre dette de 150 % en dix ans.**

Oui, il faut investir pour l'avenir du Val-de-Marne et de ses habitants mais pas n'importe comment !

Quand d'autres départements parviennent à réduire leur endettement, au prix de réductions dans les dépenses de fonctionnement, vous avez adopté la stratégie de la facilité, celle du recours à l'emprunt, **et notre Département arrive aujourd'hui**

malheureusement dans le TOP 5 des départements de +1M d'habitants les plus endettés alors qu'il était, il y a encore quelques années, dans la moyenne !

Notre capacité à nous désendetter s'est fortement dégradée. Nous sommes passés de 4,2 ans en 2012 à 12,7 ans en 2016, soit +8 ans en 4 ans et le niveau d'épargne est au plus bas.

A eux seuls, le niveau de notre épargne et de notre dette soulignent que la stratégie financière de notre Département, sans décisions budgétaires importantes, ne sera pas soutenable à court terme.

Car, à la situation financière déjà critique de notre Département s'ajoute désormais la baisse tout à fait inédite des recettes de fonctionnement.

La baisse des recettes de notre collectivité est un signal extrêmement alarmant.

C'est le résultat avant tout de la baisse drastique de la dotation globale de fonctionnement (DGF) décidée par le Gouvernement socialiste que vous avez d'ailleurs aidé à installer au pouvoir il y a près de 5 ans.

S'ajoute à la baisse de la DGF, la baisse du montant de la CVAE comme le prévoit la loi NOTRe.

Mais aussi, la baisse de la Dotation de Compensation (DCRTP) prévue dans le projet de loi de finances pour 2017.

Par ailleurs, vous déplorez aussi l'augmentation de la contribution du Département aux différents fonds de péréquation (CVAE et DMTO).

Bref, notre Département est la victime directe de la politique menée par la Gauche nationale et par M. VALLS qui ont démontré pendant ce quinquennat le peu de cas qu'ils faisaient de la décentralisation, de l'autonomie financière des collectivités territoriales et du respect à l'égard des élus locaux.

Monsieur le Président, vous pouvez dire merci à vos ami(e)s socialistes qui siègent dans votre majorité pour cette régression territoriale imposée par le Gouvernement socialiste et pour le choc de complexification territoriale que notre agglomération connaît actuellement !

Dès lors, face à cette situation d'impasse, vous allez, Monsieur le Président, pour boucler le budget 2017, devoir faire inévitablement ce que vous n'osez pas dire publiquement ou écrire clairement : c'est à dire réduire les dépenses de fonctionnement.

Car contrairement aux années précédentes, vous ne parlez plus en effet dans votre rapport de maintenir strictement le niveau des dépenses de fonctionnement.

Vous dites devoir réduire – pardon « ajuster » – les dépenses de fonctionnement de notre collectivité.

Ce n'est, bien évidemment, pas notre groupe qui vous reprochera cette volonté de faire des économies.

En revanche, nous critiquons le caractère plus que tardif de votre prise de conscience et surtout l'absence de transparence quant aux mesures qui vont être décidées, ou qui l'on peut-être déjà été sans que nous en soyons informés.

Car le tableau en page 15 nous donne une idée de l'effort à réaliser.

Alors que les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé régulièrement entre 2010 et 2016 (de 37,5 M€ en moyenne par an), vous affichez un solde prévisionnel en 2017 de dépenses réelles fonctionnement inférieur de 38 M€ à celui de 2016.

Quand on sait que nos frais d'emprunt augmentent ainsi que nos dépenses de personnel mais également nos dépenses sociales, parvenir à un niveau de dépenses de fonctionnement de -38 M€ suppose un effort d'économie d'au moins 50 à 60 M€ sur l'année à venir.

C'est un effort sans précédent !

Dès lors, nous sommes en droit de vous demander plus de précisions sur vos intentions. Car la question de « l'ajustement » à la baisse des dépenses de fonctionnement n'est malheureusement pas développée. Deux petites phrases y font simplement référence en page 5 :

Vous nous prévenez, je cite :

- « [...] nous sommes conduits à travailler un volume global de dépenses de fonctionnement en réduction par rapport à l'année 2016 »
- « Nous devons donc emprunter une autre voie que celle visant à réduire le périmètre du service public et à affaiblir ses réponses aux besoins de la population et du territoire. »

Nous entendons vos propos. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement ? De quel « volume global » parlez-vous ? Quelle « autre voie » comptez-vous prendre ?

Quelles dépenses vont être supprimées ou réduites ? Voilà la question à laquelle aucune réponse n'est apportée. Aucune piste n'est fournie. Aucun chiffrage. **Les agents et les élus de cette assemblée ont le droit de savoir !**

Vous êtes également très succincts, voire incohérents, dans vos propos sur les dépenses de personnel.

Vous affirmez, page 6, vouloir un « strict maintien des dépenses de personnel » en 2017 quand votre tableau sur les dépenses de personnel montre qu'elles vont augmenter de près de 5 M€ par rapport à l'exécution prévue en 2016.

Précisez là aussi vos intentions en la matière !

De même, vous indiquez – je cite – que « plusieurs mesures de réduction des dépenses (de personnel) seront proposées afin de compenser l'impact des mesures contraintes dans le cadre notamment d'une gestion prévisionnelle des postes et des effectifs. » Quels sont les autres outils que vous comptez utiliser ?

Par ailleurs, pourquoi vous ne faites plus mention dans votre rapport des effectifs inscrits au budget annexe d'assainissement, de la restauration et du laboratoire des eaux ?

Bref, nous voyons bien la volonté de créer un immense écran de fumée pour ne pas dévoiler vos prochaines décisions.

Disons les choses clairement, Monsieur le Président : vous êtes aujourd'hui au pied du mur.

Une épargne qui a fondu comme neige au soleil, un recours massif à l'emprunt pour l'année prochaine, des recettes de fonctionnement en baisse pour la première fois.

L'équation que vous avez à résoudre pour maintenir un service public départemental dynamique et de qualité devient intenable faute d'avoir notamment anticipé les conséquences de la baisse de notre DGF.

Notre groupe d'opposition vous avait averti de l'impasse dans laquelle nous nous sommes engouffrés il y a quelques années.

La Chambre Régionale des Comptes vous a adressé récemment un ultime avertissement et a identifié des marges de manœuvre pour redresser la situation financière du Département;

Les agents départementaux se mobilisent désormais de plus en plus car ils sont inquiets pour leur avenir ;

Les Val-de-Marnais se rendent compte de vos difficultés à agir en leur faveur ;

Monsieur le Président, vous et votre majorité allez devoir prendre en 2017 des décisions qui sont aux antipodes des engagements inconsidérés pris lors des élections départementales au regard de la situation financière de notre département.

Vous allez devoir faire entrer le mot « économie » dans votre vocabulaire et renier nombre de vos promesses électorales.

L'exercice 2016 a déjà annoncé les prémices de vos reniements de campagne. L'année 2017 s'annonce comme une confirmation douloureuse pour les Val-de-Marnais.

Mais avant de réaliser de nouvelles coupes sombres sur les dos des communes, sur le dos des associations, sur le dos des collègues, sur le dos des politiques sportives, sur le dos de la jeunesse... Commencez par simplement entendre ce que préconise la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport sur notre collectivité.

Commencez par exemple par faire appliquer les 35 heures, Monsieur le président ! Vous affirmez – je cite – dans votre rapport « *la collectivité est attachée aux 35 heures* » mais juste après vous reconnaissez que le temps de travail effectif n'est que de 1529h30, c'est-à-dire bien loin des 1607 heures annuels correspondant à la stricte application des 35 heures.

Je rappelle que le simple respect des 1607 annuels représenterait pour notre collectivité une marge de manœuvre annuelle de 21 M€ !

En refusant de présenter clairement vos intentions pour réduire le train de vie du Département, et notamment sur les dépenses de personnel comme le recommande la

Chambre Régionale des Comptes, **la majorité départementale s'apprête en réalité à réduire et à supprimer des politiques publiques qui étaient jusqu'alors proposées aux Val-de-Marnais. C'est ce que votre rapport nous prépare sans jamais l'avouer.**

Je vous remercie.

Olivier CAPITANIO

Président du groupe Les Républicains – Val-de-Marne Autrement